

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93e R.I. - Bât A2
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 07 Août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Logistique Ouest

Parc d'activités Vendée Sud Loire 2
ZAC Le Flechet et la Morinière
85600 Montaigu-Vendée

Références : DENV.2023.344

Code AIOT : 0006304399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement Société Logistique Ouest implanté Parc d'activités Vendée Sud Loire 2 - ZAC Le Flechet et la Morinière à Montaigu-Vendée. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Logistique Ouest
- Parc d'activités Vendée Sud Loire 2 ZAC Le Flechet et la Morinière 85600 Montaigu-Vendée
- Code AIOT : 0006304399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Société logistique Ouest a repris en 2021 l'exploitation de l'entrepôt logistique qui avait été autorisé en 2005 au nom de la société Distribution Leader Price.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 8.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Sans objet
9	Modification des installations	Code de l'environnement du 25/07/2023, article II du R. 181-46	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet
5	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Mesures des émissions du groupe électrogène	Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant était en capacité de fournir un état des stocks détaillé des matières combustibles entreposées. Cet état des stocks devra être complété pour, d'une part, servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel (stocks regroupés en grandes familles, localisation par cellule, mention de dangers...) et, d'autre part, répondre aux besoins d'information de la population.

L'inspection a également mis en évidence des écarts aux dispositions réglementaires :

- le système de détection d'un incendie à l'intérieur de l'entrepôt est basé sur le système d'extinction automatique d'un incendie et n'actionne pas une alarme dans le bâtiment : il faut préalablement une action humaine (levée de doutes) ;
- le système d'extinction automatique de la cellule contenant des matières dangereuses doit, selon le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, être équipé d'un système de mousse à haut foisonnement. Lors de la visite, le réservoir de mousse était vide ;
- le site dispose d'un réseau privé de poteaux incendie permettant aux services d'intervention de s'y raccorder. Le débit d'eau délivré par ces poteaux est inférieur à celui prescrit (2 x 60 m³/h sous un bar).

Ces écarts ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Enfin, il a été rappelé que l'arrêté préfectoral prescrit la réalisation tous les trois ans de mesures à l'émission du groupe électrogène. La durée de fonctionnement de ce groupe étant faible, l'exploitant pourra solliciter la suppression de cette disposition, comme le prévoit la réglementation nationale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'établissement dispose de 4 cellules dédiées au stockage de matières combustibles et d'une cellule dédiée au froid positif. Initialement, l'entrepôt était classé au titre de l'autorisation. L'exploitant ayant déposé un dossier modificatif en 2020 pour transformer la dernière cellule en cellule "froid", l'inspection des installations classées avait précisé dans un rapport en date du 26

novembre 2020 que le classement à cette date de l'entrepôt – en considérant que le volume susceptible d'être classé (2 380 m³) dans la cellule froid était inférieur au seuil de déclaration de la rubrique n° 1511 (5 000 m³) – relevait toujours du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1510-1 de la nomenclature, mais qu'il fallait exclure le volume de la cellule froid.

Le libellé de la rubrique ayant été modifié à compter du 1^{er} janvier 2021, et en prenant en considération les indications fournies dans la version de février 2023 du « guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 », il convient de réintégrer le volume de la cellule froid au volume total de la rubrique n° 1510 : L'entrepôt est désormais classable sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510-2-b pour un volume de 363 450 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats : L'exploitant dispose sur son logiciel (SAP) d'un état des stocks comprenant les matières dangereuses et celles qui ne le sont pas. Cet état est mis à jour quotidiennement. L'exploitant peut y avoir accès depuis l'extérieur (les données ne sont pas enregistrées localement).

Deux inventaires physiques sont réalisés tous les ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; Constats : L'état des stocks présenté par l'exploitant ne répond pas aux dispositions mentionnées ci-dessus. En effet, il est constitué d'une liste exhaustive d'articles, selon leur emplacement précis dans l'entrepôt. L'état des lieux doit être regroupé en grandes familles, et, pour les matières dangereuses, doit présenter les différentes familles de mention de dangers lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre de l'une des rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE. Par ailleurs, ce classement doit être discriminé par cellule.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. Constats : L'état des matières stockées consiste en un état des lieux exhaustif (par article et par emplacement de stockage). Il ne répond aucunement aux exigences d'information de la population. Type de suites proposées : Susceptible de suites Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.
Constats : L'éclairage est réalisé au moyen de diodes électro-luminescentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : L'exploitant a indiqué que la détection incendie était réalisée au moyen du système d'extinction automatique. En cas de détection, une alarme est transmise à la centrale de détection, et un renvoi est effectué sur le téléphone du responsable logistique ainsi qu'à la société de télésurveillance. Par contre, il n'y a pas de déclenchement d'alarme dans le bâtiment : il faut en effet qu'une levée de doute soit réalisée et qu'une action manuelle soit réalisée pour que la centrale incendie déclenche l'alarme générale. Cela n'est pas conforme aux dispositions rappelées ci-dessus, puisque l'arrêté du 11/04/2017 dispose que la détection automatique d'incendie <i>actionne</i> l'alarme perceptible en tout point du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 7 : Conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 2.3
Thème(s) : Autre, Conformité au dossier d'autorisation : système d'extinction à la mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Selon l'étude de dangers (chapitre 5.2.2), le bâtiment sera entièrement équipé d'un système d'extinction automatique, et « <i>spécifiquement pour la cellule de produits dangereux, il est prévu l'installation d'un système de mousse à haut foisonnement</i> ».
Lors de la visite, il a été constaté la présence de ce système. Toutefois, l'exploitant a déclaré que le système ne disposait plus de mousse depuis 15 jours, et qu'un devis (non signé) était à l'étude. Il en résulte que le système d'extinction à partir de mousse à haut foisonnement n'était pas disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - de plusieurs appareils d'incendie (dont au moins 2 poteaux d'incendie alimentés en simultané à 60 m ³ /h sous un bar en pression dynamique et une réserve d'eau de 1 000 m ³ dotée d'une plate-forme d'accès pour les véhicules et de 2 colonnes fixes d'aspiration distance de 4 m et de diamètre 100 mm avec clapets anti-retour) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque.
Constats : Le site dispose d'une réserve d'eau de 1 000 m ³ dotée de 3 colonnes fixes d'aspiration. Cette réserve est référencée 027-0111 dans la base du service d'incendie et de secours de Vendée.
Le site dispose également d'un réseau privé comportant 6 poteaux incendie. Ces poteaux sont alimentés directement par le service public d'alimentation en eau potable, sans réserve tampon, ni surpresseur. De ce fait, le débit de ces poteaux incendie est limité par le débit entrant.
L'exploitant a indiqué que ce débit ne permettait pas d'atteindre un débit minimum de 60 m ³ /h sous un bar dynamique en simultané sur deux poteaux.
Cette déclaration est confirmée par le fait que le poteau incendie public situé à l'extérieur du site (référéncé 027-0021), et alimenté par le même réseau public que celui qui alimente le réseau privé de l'exploitant, délivre un débit de 46 m ³ /h sous un bar (mesure réalisée en octobre 2019, la mesure réalisée en 2011 était de 45 m ³ /h).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/07/2023, article II du R. 181-46
Thème(s) : Autre, Modification des installations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Toute [...] modification notable [autre que substantielle au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement] apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le préfet de la Vendée a reçu le 6 avril 2021 un courrier de l'exploitant l'informant des modifications qu'il souhaitait apporter à son installation (réaménagement des bureaux et locaux sociaux, création de bureaux de quai). Le courrier de l'exploitant et la note l'accompagnant ont été transmis pour avis à l'inspection des installations classées. Cette dernière a échangé avec l'exploitant, et par courrier électronique en date du 5 mai 2021, a considéré que le dossier de l'exploitant était insuffisant et listait les points qui nécessitaient d'être complétés. Depuis lors, aucune réponse n'a été fournie. L'exploitant informera l'inspection des suites de son dossier. S'il décide de ne plus mettre en œuvre ce qui est mentionné, il en informera officiellement le préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures des émissions du groupe électrogène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2005, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions du groupe électrogène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer avant le 31 décembre 2009 puis tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure selon les méthodes normalisées des paramètres pour lesquels une valeur limite est fixée dans le présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un groupe électrogène de puissance thermique 3,4 MW. La dernière mesure de ce groupe électrogène a été réalisée le 12 mars 2020 et doit normalement être réalisée cette année, conformément à l'arrêté préfectoral du 2 juin 2005. Toutefois, la réglementation nationale relative aux installations de combustion a évolué : l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (NOR : TREP1726498A) dispose en son point 1.4.1 de l'annexe I que les dispositions relatives aux mesures périodiques ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que ce groupe électrogène n'était utilisé qu'en cas de secours, et que le nombre d'heures de fonctionnement était limité aux essais de maintenance. Dans ces conditions, l'exploitant pourra solliciter une modification de l'article 5.2 de son arrêté préfectoral en appliquant les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement : « Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. » Il devra notamment s'engager à faire fonctionner son groupe électrogène moins de 500 h par an (NB : au 12/12/2022 la durée de fonctionnement depuis sa mise en place en 2005 s'élevait à 1 531 h).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

